



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

**Arrêté n°2020 - 339
portant constitution de servitudes d'utilité publique
consécutives à la cessation d'activité de
la Société d'Exploitation du Plateau de la Mûre
sur le site de Marseille**

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article L.515-12 du code de l'environnement prévoyant la possibilité d'instaurer les servitudes d'utilité publique prévues aux articles L.515-8 à L.515-11 ;

VU les articles R 515-31-1 à 515-31-7 du code de l'environnement, concernant les dispositions applicables aux installations susceptibles de donner lieu à servitudes d'utilité publique ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-44 PC du 29 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires applicables à la Société d'Exploitation du Plateau de la Mure (SEPM) pour ses installations classées exploitées sur le site de MARSEILLE ;

VU le courrier du 10 juin 2015 par lequel la SEPM a déclaré l'arrêt de l'activité de stockage de déchets d'amiante lié à des déchets inertes ;

VU le dossier de modification des conditions d'exploiter une ICPE daté de mai 2016, reçu en préfecture le 1^{er} décembre 2016 ;

VU le dossier de cessation d'activité de l'ICPE daté de mars 2018, reçu en préfecture le 09 avril 2018 ;

VU le complément au dossier de cessation d'activité de mars 2018, complément daté de juillet 2018, reçu en préfecture le 12 juillet 2018 ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 14/01/2021 pour présentation au Comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, et concernant les servitudes à mettre en place ;

VU les avis tacites de la SARL la Michèle, de la mairie de Marseille, de la Métropole Aix Marseille Provence, du gérant de la SEPM suite aux saisines des 18 et 22 septembre 2020 ;

VU l'avis du comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 10 février 2021 ;

CONSIDERANT qu'il convient, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, de prendre des mesures en vue d'assurer le maintien dans le temps des dispositions prises en matière de protection des casiers de déchets d'amiante lié à des déchets inertes ;

CONSIDERANT qu'il convient à cette fin de limiter ou d'interdire des modifications de l'état du sol et du sous-sol, d'en limiter les usages, compte tenu de la présence de deux casiers de déchets d'amiante lié à des déchets inertes ;

CONSIDÉRANT qu'afin de garder en mémoire les impacts résiduels et d'assurer dans le temps la compatibilité entre les travaux de réhabilitation et les usages des terrains définis au présent arrêté, ainsi que la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, le préfet peut instituer des servitudes d'utilité publique, par arrêté préfectoral pris après avis du Conseil départemental de l'environnement, et des risques sanitaires et technologiques,

CONSIDÉRANT que l'appartenance des terrains à un nombre limité de propriétaire permet, en application de l'article L.515-12 3^{ème} alinéa du code de l'environnement, de procéder à la consultation écrite des propriétaires par substitution à la procédure d'enquête publique prévue par l'article L.515-9, et que cette consultation a été réalisée,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Bouches du Rhône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délimitations des zones grevées de servitudes

Des restrictions d'usage sont instituées au droit des deux casiers de déchets d'amiante lié à des déchets inertes, sur les parcelles ci-après du cadastre de la commune de MARSEILLE, à l'intérieur du périmètre défini en jaune sur le plan annexé.

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelles	Superficies cadastrales des parcelles (m ²)	Superficie grevée de servitudes (m ²)
Marseille	Les Lombards	B	63	17 718	1 119
			73	34 824	4 221
			80 pour partie	37 565	8 079

Article 2 : Nature des restrictions d'usage

Détermination des usages au moment de la mise en place de la restriction d'usage :

Les terrains, constituant les zones figurant sur le plan joint en annexe, ont pour seuls usages les usages industriels suivants :

- le stockage de 2 823 tonnes de déchets d'amiante lié à des déchets inertes dans deux casiers réservés à cet effet ;
- les installations du type centrale solaire de production d'électricité, sous réserve qu'elles ne remettent pas en cause l'intégrité du stockage (ni sa stabilité géotechnique ni le bon état de sa couverture superficielle) ;
- les activités industrielles autres que celles précitées, qui auront au préalable fait l'objet d'une évaluation des risques sanitaires du fait de la présence de déchets dangereux (déchets d'amiante lié), et sous réserve qu'elles ne remettent pas en cause l'intégrité du stockage (ni sa stabilité géotechnique ni le bon état de sa couverture superficielle).

Ces zones ne peuvent faire l'objet d'aucun affouillement, excavation de sol, terrassement ni forage.

Ces zones comprennent également les bassins de collecte des eaux de ruissellement (eaux pluviales) dit « Gherzo » ou « aval » à l'ouest (exutoire le plus bas du site), qui ont pour vocation à collecter les éventuels lixiviats issus des deux casiers précités.

Interdiction d'occupation permanente des sous-sols :

Aucun poste de travail permanent, aucun local à usage d'hébergement ou de logement, n'est aménagé en sous-sol.

Interdiction des cultures ou production végétales :

La culture de végétaux à des fins de consommation alimentaire (humaine ou animale) est strictement interdite sur l'ensemble du périmètre défini sur le plan annexé.

Situation environnementale du site :

Les terrains visés par la présente restriction d'usage sont le lieu d'emprise des deux casiers de déchets d'amiante (lié à des déchets inertes), ainsi qu'autour de chaque casier dans un rayon de 20 mètres.

Interdiction d'utilisation de la nappe :

Tout pompage, toute utilisation de l'eau de la nappe éventuellement présente au droit du site doit faire l'objet d'une étude démontrant la compatibilité de l'eau et des usages envisagés.

Élément concernant les interventions :

Les affouillements, excavations de sols ou terrassements et les forages au droit de chaque casier de déchets d'amiante lié - ainsi que dans un rayon de 20 mètres autour de chaque casier -, sont strictement interdits, hormis en cas d'intervention liée à la maintenance éventuelle de ces casiers.

En cas d'affouillement, excavation de sols, terrassement ou forage en dehors de l'emprise des casiers de déchets amiante lié, les travaux sont suivis en permanence par une personne ou un organisme qualifié, afin de contrôler en permanence la pollution éventuelle des terres ou sols excavés.

Ces travaux, et plus généralement toute intervention sur le site, ne doivent pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants ou matériaux présents dans les sols vers les eaux de surface, les eaux souterraines ou l'air.

L'entretien de la végétation est réalisé de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité de la couverture étanche des casiers. Tout arbre ou arbuste dont les racines ne restent pas dans la partie superficielle du sol (profondeur comprise entre 0 et 40 cm) devra être supprimé.

Précautions pour les tiers intervenant sur le site :

Lors d'éventuels travaux d'affouillement ou d'excavation de sols, la prise en compte et mise en œuvre de mesures adéquates d'hygiène et de sécurité, devront être assurées pour les travailleurs.

Encadrement des modifications d'usage :

Dans le cadre de projets d'aménagement en vue d'un usage différent de ceux mentionnés ci-dessus (au 1^{er} alinéa de l'article 2), une information de l'État doit être réalisée au moins 6 mois à l'avance de toute intention de changement d'affectation des sols

Cette information est accompagnée d'une étude garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés, de l'usage envisagé et de l'état du site, ou dans le cas contraire, proposant de nouveaux travaux de réhabilitation afin de garantir cette absence de risque.

Cette étude peut s'appuyer sur la méthodologie nationale du Ministère en charge de l'environnement, et notamment les prestations « étude de l'interprétation de l'état des milieux » et « plan de gestion » de la norme NF X31-620-2.

Servitude d'accès :

L'accès au site doit être assuré à tout moment aux représentants de l'État.

Information des tiers :

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -
Téléphone : 04.84.35.40.00
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Si les parcelles considérées à l'article 1 font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (notamment locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées à l'article 2 en les obligeant à les respecter notamment en mentionnant leur respect dans des documents contractuels écrits. En conséquence, aucune mise à disposition reposant sur un accord oral, de tout ou partie des parcelles considérées à l'article 1 du présent arrêté n'est autorisée.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit, les restrictions d'usage dont elles sont grevées, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Protection des canalisations d'eau potable :

Les éventuelles canalisations d'eau potable sont isolées des terres potentiellement contaminées par une protection appropriée ou seront prévues dans un matériau interdisant l'éventuelle migration des polluants extérieurs dans l'eau qu'elles contiennent.

Article 3 : Levée des servitudes

Les présentes servitudes ne peuvent être modifiées ou levées, dans les conditions prévues par l'article L.515-12 du code de l'environnement, qu'en cas de suppression des causes ayant rendu nécessaire leur instauration et après accord préalable du préfet des Bouches-du-Rhône.

Article 4 : Information

Toute transaction immobilière, totale ou partielle doit être portée à la connaissance du préfet des Bouches-du-Rhône. Tout futur acquéreur doit être informé de la situation environnementale des terrains dans l'acte de cession des terrains.

Article 5 : Transcription

En vertu des dispositions de l'article L.515-10 du code de l'environnement, des articles L.121-2 et L.126-1 du code de l'urbanisme et de l'article 36-2 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes doivent être annexées aux documents d'urbanisme et inscrites au service de la publicité foncière.

En vertu des dispositions de l'article R.515-31-7 du code de l'environnement, l'acte instituant les servitudes est notifié par le préfet aux maires des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre mentionné à l'article R. 515-31-2, à l'exploitant et à chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit lorsqu'ils sont connus.

Cet acte fait l'objet, en vue de l'information des tiers, d'une publication au recueil des actes administratifs du département et d'une publicité foncière.

La procédure, à mener auprès du service de publicité foncière est du ressort de l'exploitant.

Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant.

Les justificatifs de la publication au service de la publicité foncière sont transmis au préfet des Bouches-du-Rhône dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

Le présent arrêté est notifié au maire concerné (Marseille), au propriétaire des parcelles visées à l'article 1^{er} à savoir la SARL La Michèle, au(x) titulaire(s) de droits réels ou de leurs ayants droit.

Article 7 :

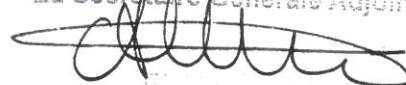
- Madame la secrétaire générale de la Préfecture,
- Monsieur le maire de Marseille,
- Madame le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Marseille, le

16 FEV. 2021

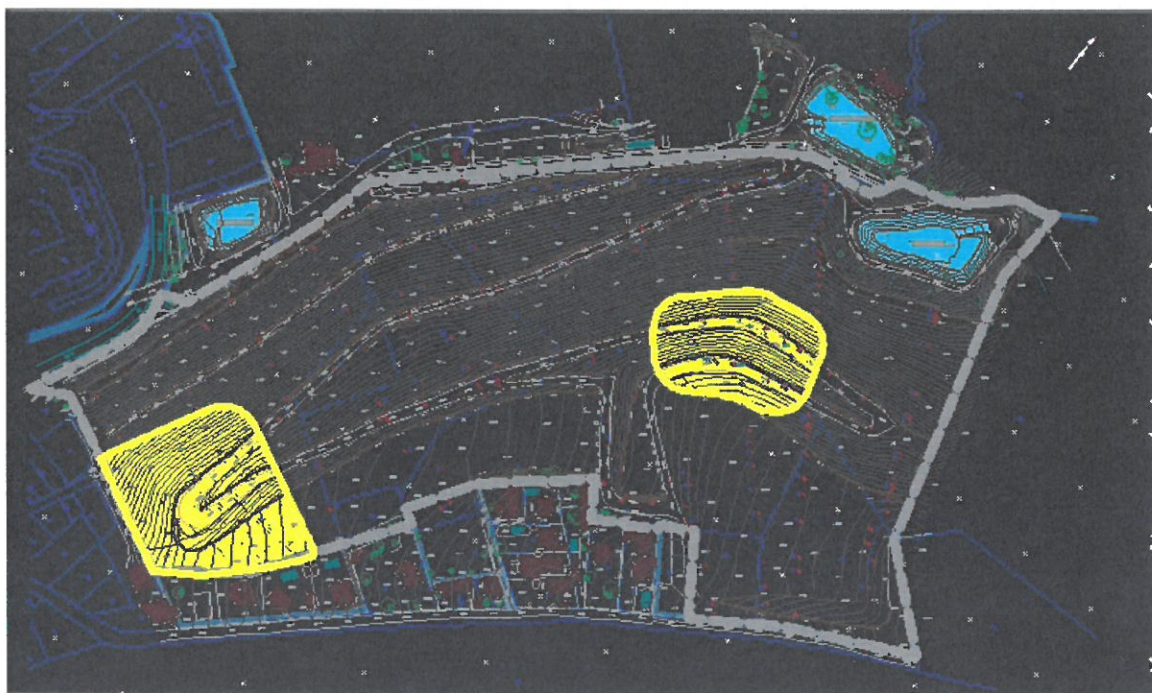
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE

ANNEXE

Périmètre concerné par les restrictions d'usage (en jaune)



Pour le Préfet,
le Secrétaire Général Adjoint

Aurélien CAYBOURNE